NestlÃ© Waters assÃ¨che les nappes de Vittel sur fond de conflit d'intÃ©rÃªt

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
April 2018

France Nature Environnement tire la sonnette d'alarme : le gÃ©ant international NestlÃ© Waters s'est appropriÃ© la ressource en eau de Vittel pour commercialiser de l'eau en bouteilles, exportÃ©e en Allemagne, au risque d'Ã©puiser la nappe et au dÃ©triment des populations locales.

NestlÃ© Waters, propriÃ©taire de dix marques d'eau en bouteille en France et en Belgique, surexploite sans vergogne une nappe d'eau souterraine au dÃ©triment des populations locales en France, Ã Vittel. Depuis prÃ¨s de trente ans, la nappe dans laquelle prÃ©lÃ¨ve la multinationale prÃ©sente un dÃ©ficit chronique annuel d'environ 1 million de mÃ¨tres cubes, soit la quantitÃ© d'eau que NestlÃ© Waters est autorisÃ© Ã prÃ©lever. Le niveau de la nappe a dÃ©jÃ baissÃ© de 10 mÃ¨tres. Il sera entendu trÃ¨s difficile de faire remonter le niveau de cette eau souterraine, compte-tenu des conditions gÃ©ologiques locales, mais surtout de la non-volontÃ© des pouvoirs publics de poser des limites Ã NestlÃ© Waters. Au-delÃ de l'Ã©puisement de la ressource en eau, en totale contradiction avec l'image que souhaite se donner NestlÃ© Waters, la maniÃ¨re de faire est Ã©galement choquante d'un point de vue social, dÃ©nonce l'ONG. En lien avec les services de l'Ã‰tat, la stratÃ©gie imaginÃ©e pour approvisionner en eau potable les populations locales de Vittel n'est autre qu'un transfert massif d'eau sur des dizaines de kilomÃ¨tres de pipeline, pour un coÃ»t de 20 Ã 30 millions d'euros sur vingt ans. Ainsi, NestlÃ© pourra continuer son exploitation, pendant que les habitants de Vittel se verront rÃ©percuter le prix des travaux sur leur facture d'eau. Aller puiser l'eau chez les voisins avec des risques d'impacts environnementaux encore mal Ã©valuÃ©s, et ce dans un contexte de changement climatique qui affecte la ressource en eau, ne paraÃ®t pas Ãªtre une solution Ã©conomiquement, socialement et Ã©cologiquement raisonnable.

C'est un rÃ©el monopole que s'octroie NestlÃ© sur une ressource en eau qui n'est censÃ©e appartenir Ã personne, si ce n'est aux populations locales pour subvenir Ã leurs besoins vitaux d'alimentation en eau potable. La loi sur l'eau de 2006 mentionne clairement que l'usage prioritaire d'une ressource en eau en France est l'alimentation en eau potable. Les activitÃ©s Ã©conomiques ne sont pas prioritaires, et l'eau est un bien commun, non privÃ© ou privatisable. La reconnaissance implicite de la prioritÃ© de prÃ©lÃ¨vement Ã NestlÃ© Waters, contraignant les collectivitÃ©s locales Ã "aller boire ailleurs", est inacceptable. Mais NestlÃ© n'est pas seul responsable de la situation car, pour avoir le droit d'Ã©puiser la ressource en eau de Vittel, une entente avec certains acteurs locaux et services de l'Ã‰tat a dÃ» avoir lieu. Une entente qui n'est d'ailleurs pas sans conflit d'intÃ©rÃªt, et qui reflÃ¨te une relation bien trouble entre la multinationale et certains acteurs publics ; en l'occurrence, l'ancienne prÃ©sidente de la Commission locale de l'eau, en charge du suivi du dossier et Ã©galement maire adjointe de Vittel, fait l'objet d'une enquÃªte prÃ©liminaire pour prise illÃ©gale d'intÃ©rÃªt : son mari, alors cadre international de NestlÃ©, est le prÃ©sident de la vigie de l'Eau, association chargÃ©e du portage du schÃ©ma d'amÃ©nagement et de gestion des eaux (SAGE) de 2010 Ã 2016, et qui Ã©tait Ã l'origine financÃ©e par NestlÃ©.

Quatre associations locales (Vosges Nature Environnement, Oiseaux Nature, l'Association de sauvegarde des vallÃ©es et de prÃ©vention des pollutions et UFC Que Choisir 88) se battent depuis plus d'un an pour dÃ©noncer ce choix dictÃ© par le chantage Ã©conomique. La fÃ©dÃ©ration nationale soutient ouvertement et fermement cette dÃ©nonciation. Pour Michel Dubromel, prÃ©sident de France Nature Environnement, "il est impossible d'accepter qu'un gÃ©ant mondial de l'eau en bouteille assÃ¨che une nappe d'eau et oblige les populations locales Ã s'approvisionner en eau potable ailleurs. La situation Ã Vittel est la preuve d'une non-gestion en responsabilitÃ© de la ressource en eau locale disponible, pourtant suffisamment abondante pour satisfaire les besoins du territoire Ã condition que chacun prenne en compte les besoins des uns et des autres."

France Nature Environnement